



**Justice
& Paix**

bpost
PB-PP
BELGIE(N)-BELGIQUE
P0705031

POUR PARLER DE PAIX

Revue d'analyse des
conflits internationaux et
des enjeux de paix

Élections en Amérique latine

Comprendre
la percée des
nouvelles
droites



Editeur responsable : Quentin Hayois • Commission Justice et Paix francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208 • B-1040 Etterbeek • Belgique



SOMMAIRE

ÉDITO

page 3

L'ACTUALITÉ : REGARDS ET POSITIONS

Le triomphe de la nouvelle-vieille droite
en Colombie

page 4

DOSSIER

ÉLECTIONS EN AMÉRIQUE LATINE :

COMPRENDRE LA PERCÉE DES NOUVELLES DROITES

Première réflexion

Comprendre les nouvelles droites
latino-américaines

page 6

Deuxième réflexion

Les nouvelles stratégies des droites
pour conquérir l'Amérique latine

page 9

Troisième réflexion

Ce qui reste après le vote

page 11

PORTRAIT / POINT DE VUE

Francisco Escolar, l'engagement au quotidien

page 14

BRÈVES

page 15

ÉDITO



Le numéro précédent de notre revue interrogeait **la manière dont l'extrême droite progresse** chez nous : comment l'inacceptable, à force d'exposition, finit par se glisser dans le langage courant et passer pour une simple variante du débat démocratique. Ce nouveau numéro prolonge cette réflexion **en tournant le regard vers l'Amérique latine**, où cette dynamique de banalisation prend une ampleur singulière et où les logiques électorales méritent d'être décryptées pour être mieux comprises.

De l'élection de Javier Milei en Argentine en 2023 aux victoires plus récentes de Daniel Noboa en Équateur, José Antonio Kast au Chili, d'Abelardo de la Espriella en Colombie et de Keiko Fujimori au Pérou, **une nouvelle génération de droites radicales s'impose sur le continent**. Plutôt que de s'en tenir à une lecture par la seule influence de Donald Trump ou de la montée internationale des droites, les analyses de cette revue cherchent à comprendre ce qui permet, dans les sociétés latino-américaines, à ces mouvements de séduire : crises économiques et sécuritaires, défiance envers les élites traditionnelles, réseaux sociaux, influenceurs masculinistes et héritages autoritaires toujours bien présents.

À travers cette édition, notre comité de rédaction a laissé la plume **aux volontaires du groupe de travail « Amérique latine » de Justice & Paix**.

Leur objectif : comprendre, au plus près des réalités locales, ce que ces victoires révèlent des sociétés qui les portent, et ce qu'elles laissent entrevoir pour l'avenir.

Clara Gobbe

Chargée de plaidoyer – Ressources naturelles

Le triomphe de la nouvelle-vieille droite en Colombie



L'élection présidentielle colombienne du 21 juin dernier s'est soldée par la victoire du candidat d'extrême droite Abelardo de la Espriella, qui a recueilli 49,66 % des suffrages et 12 959 542 voix, avec une avance de seulement 250 000 voix sur le candidat progressiste Iván Cepeda.

Les résultats définitifs révèlent un pays profondément divisé. La consolidation d'un sentiment « antipolitique » a été habilement exploitée par le candidat d'extrême droite, qui est parvenu à canaliser une partie du mécontentement suscité par le gouvernement de Gustavo Petro (2022-2026) grâce à un discours centré sur la sécurité et à une critique systématique des réformes engagées par l'exécutif progressiste.

Paradoxalement, **le candidat présenté comme « antisystème » est devenu le candidat de l'establishment**, avec le soutien des principales forces politiques et économiques de la droite conservatrice et de l'extrême droite.

Malgré sa défaite de justesse au second tour, la coalition progressiste Pacto Histórico a obtenu plus de 12 millions de voix, un résultat historique si l'on

considère qu'il y a encore une décennie, la gauche colombienne rassemblait à peine deux millions d'électeur-ices. Elle a également constitué un groupe parlementaire solide, avec 25 sénateur-ices et 42 représentant-es à la Chambre, soit la délégation la plus importante du Congrès (élections législatives de mars 2026), à condition de mettre en place un véritable « gouvernement de l'ombre » et de construire une opposition sociale active dans la rue.

Parmi les facteurs ayant influencé l'élection présidentielle figure également **la hausse constante de la participation électorale**, un phénomène significatif dans un pays marqué par une forte tradition abstentionniste¹.

La victoire d'Abelardo de la Espriella repose sur une base sociale fortement implantée dans les régions centrales et andines du pays. L'analyse territoriale du scrutin montre qu'il s'est imposé dans **les zones à plus forte densité démographique**, où se concentrent les principales métropoles colombiennes ainsi que les centres urbains intermédiaires. Son électorat est constitué en grande partie **de petit-es propriétaires et de la petite bourgeoisie entrepreneuriale urbaine**, mais aussi de **secteurs populaires**. Tout au long de la campagne, les enjeux de sécurité ont constitué l'axe central de son discours, avec le projet de **création de méga-pri-sons** inspirées du modèle salvadorien et une stratégie de **lutte contre le narcotrafic** réactivant les logiques de la « guerre contre la drogue » ainsi que les **doctrines contre-insurrectionnelles**.

À l'inverse, la Colombie rurale et périphérique, les territoires touchés par le conflit armé interne et les violences, ont majoritairement soutenu la candidature progressiste, en défendant la mise en œuvre intégrale des accords de paix de 2016. Toutefois, ces vastes espaces restent faiblement peuplés.

Le nouvel exécutif apparaît non seulement comme une nouvelle expression de la poussée mondiale de l'extrême droite, mais aussi comme un **facteur de risque pour la paix en Colombie**.

Parmi les conséquences possibles de ce virage figurent une recrudescence du conflit armé, le retour des violences d'État et la multiplication des groupes paramilitaires, avec une augmentation probable des assassinats de leader-euses sociaux-ales et de défenseur-euses des droits humains.

La Colombie entre dans une nouvelle phase de son histoire politique. Après l'interruption de sa première expérience gouvernementale progressiste (2022-2026), le pays semble renouer avec d'anciennes recettes fondées sur l'anticommunisme, la rhétorique de la narcoguérilla et la guerre contre la drogue, désormais portées par de nouvelles stratégies de communication contemporaines. Malgré sa défaite présidentielle, la gauche colombienne dispose désormais de l'opportunité de construire une opposition politique et sociale capable de faire contrepoids au nouveau pouvoir, aussi bien au Congrès que dans la rue, face à ce qu'elle considère comme une dérive autoritaire en cours.

Giacomo Finzi



© Giacomo Finzi, Bogotá, Colombie

1. Lors du second tour du 21 juin, plus de 26 millions de citoyen-nes se sont rendu-es aux urnes sur un corps électoral d'environ 41 millions de personnes. À titre de comparaison, l'élection présidentielle de 2022 avait mobilisé un peu plus de 22 millions de votant-es, tandis que le candidat progressiste Gustavo Petro l'avait emporté avec plus de 11 millions de voix.

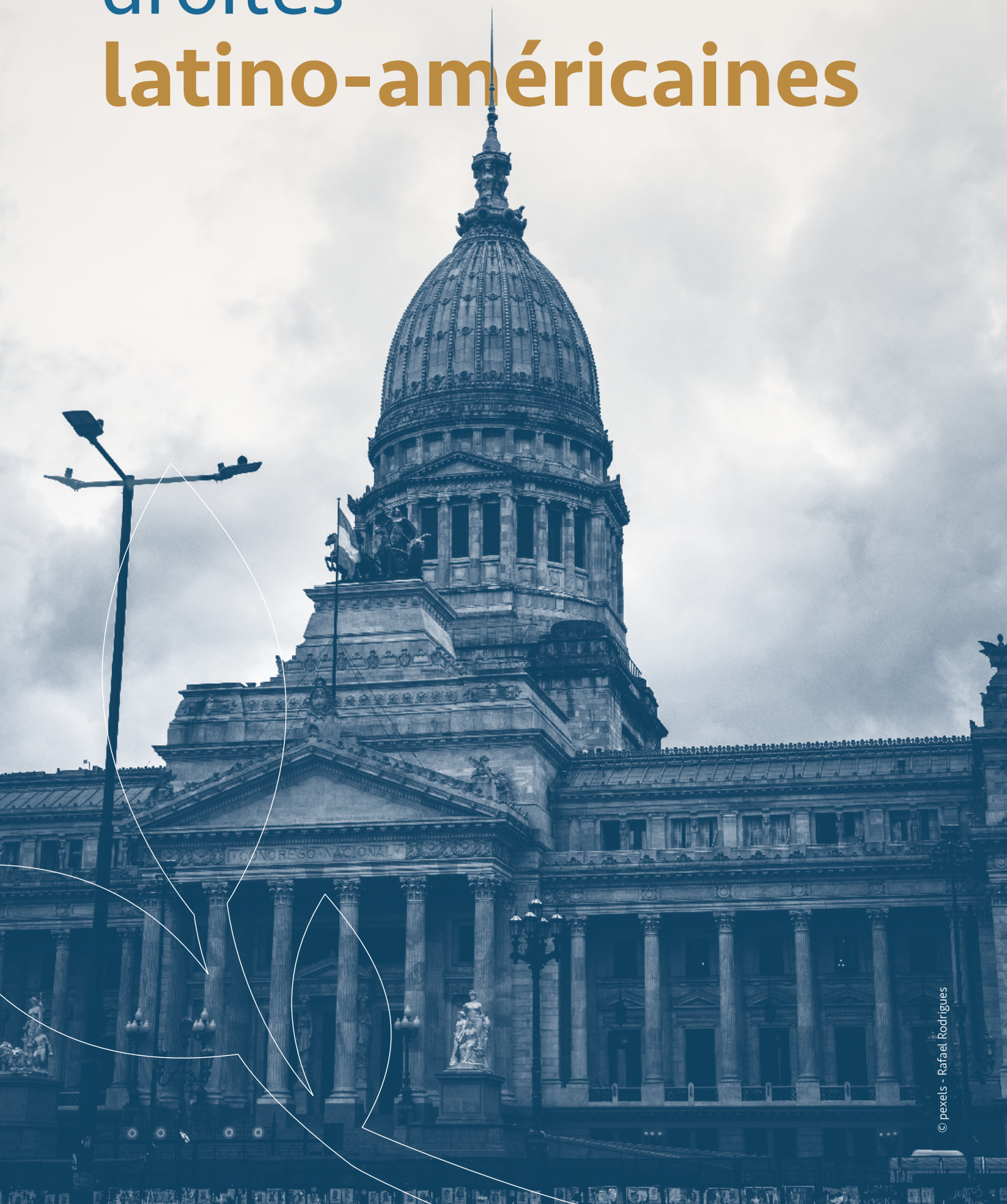
DOSSIER

Élections en Amérique latine

Comprendre
la percée des
nouvelles
droites



Comprendre les nouvelles droites latino-américaines



Pourquoi les nouvelles droites radicales progressent-elles en Amérique latine ? Au-delà des trajectoires nationales, cette analyse met en lumière les crises qui alimentent leur essor et interroge leur capacité à y répondre durablement.

L'élection de Javier Milei en Argentine en 2023 semblait d'abord constituer une exception. Depuis lors, la réélection de Daniel Noboa en Équateur et les victoires de José Antonio Kast au Chili, d'Abelardo de la Espriella en Colombie et de Keiko Fujimori au Pérou dessinent un paysage politique bien différent : **celui d'une nouvelle génération de droites qui s'affirme à travers l'Amérique latine.**¹

Si cette dynamique est souvent analysée à travers l'influence de Donald Trump ou de la montée des droites radicales à l'échelle mondiale, **cette lecture ne suffit pas à expliquer l'ampleur du phénomène.** Comprendre son essor suppose aussi de s'intéresser aux **transformations politiques, économiques et sociales propres aux sociétés latino-américaines.** C'est l'objectif de cet article.

Un nouveau cycle politique ?

L'histoire politique récente de l'Amérique latine est marquée par une succession de cycles. Les années 2000 sont dominées par la **Pink Tide** (« vague rose »), qui voit arriver au pouvoir une série de gouvernements progressistes dans une grande partie de la région. À partir du milieu des années 2010, une première alternance voit le retour de gouvernements de droite plus traditionnels, avant **qu'un nouveau basculement à gauche ne s'opère** entre 2018 et 2022 avec les élections de Gabriel Boric au Chili, de Gustavo Petro en Colombie ou encore le retour de Lula au Brésil.

Depuis 2023, **une nouvelle dynamique semble toutefois s'imposer.** Aux victoires récentes des nouvelles droites radicales s'ajoutent l'élection de Rodrigo Paz en Bolivie, de Nasry Asfura au Honduras ainsi que la continuité d'un gouvernement conservateur au Costa Rica sous Laura Fernández. Si chaque pays suit sa propre trajectoire, **ces évolutions traduisent une recomposition politique² qui dépasse désormais les seuls cas nationaux.**

Les nouvelles droites latino-américaines ne constituent pas un bloc homogène. Toutefois, leur progression s'inscrit dans

une même séquence politique et invite à rechercher les facteurs communs qui alimentent leur essor à l'échelle régionale.

Les ressorts d'un même basculement

Si chaque pays suit sa propre trajectoire, **aucune explication unique ne permet d'éclairer la progression des nouvelles droites latino-américaines.** Les difficultés économiques prédominent en Argentine, les enjeux de sécurité occupent une place centrale en Équateur ou au Chili, tandis que le Pérou est marqué par une profonde instabilité politique. Malgré ces différences, plusieurs facteurs communs créent un terrain favorable à ces nouvelles forces politiques.

Le premier est **l'essoufflement économique et social.** Après le boom des matières premières des années 2000, la croissance ralentit durablement, accentuée par la pandémie. Inflation, perte de pouvoir d'achat, précarité de l'emploi et ralentissement de la mobilité sociale nourrissent les frustrations, tandis que la confiance dans la capacité des gouvernements³ à améliorer durablement les conditions de vie s'érode.

Le deuxième est **la place croissante des enjeux de sécurité dans le débat public.** Si l'Équateur connaît une dégradation spectaculaire de la violence liée au narcotrafic, d'autres pays, comme le Chili, sont davantage marqués par une hausse du **sentiment d'insécurité**⁴, alimentée par l'évolution de certaines formes de criminalité, leur forte médiatisation et leur place dans le débat politique. Cette préoccupation renforce la demande de politiques plus fermes et de dirigeants promettant des réponses rapides.

Enfin, **la crise de la représentation démocratique** fragilise les institutions. Les scandales de corruption, l'affaiblissement des partis traditionnels et l'instabilité gouvernementale alimentent une défiance croissante envers les élites politiques. Dans plusieurs pays, les ci-

toyen·nes doutent de plus en plus de la capacité des institutions à répondre à leurs préoccupations.⁵

Ces trois crises ne produisent pas partout les mêmes effets, mais leur combinaison contribue à expliquer la progression des nouvelles droites dans une grande partie de la région. Elles prospèrent moins sur une adhésion idéologique homogène que sur une **insatisfaction croissante envers la capacité des institutions à répondre aux attentes des citoyen·nes.**

Les nouvelles droites : une offre politique renouvelée

Si les nouvelles droites latino-américaines ne constituent pas un bloc homogène, **elles partagent plusieurs caractéristiques qui expliquent leur capacité à transformer les crises contemporaines en succès électoraux.** Certaines émergent autour de nouvelles figures antisystèmes, comme Javier Milei en Argentine, Daniel Noboa en Équateur ou Abelardo de la Espriella en Colombie. D'autres résultent de la radicalisation de droites déjà implantées, à l'image de Keiko Fujimori au Pérou ou de José Antonio Kast au Chili. Malgré ces trajectoires différentes, elles convergent autour de caractéristiques communes qui répondent à un même projet politique : **le retour à l'ordre.**

La première caractéristique est **la personnalisation du pouvoir.** Ces mouvements s'organisent davantage autour d'un·e leader·euse que d'un parti. Javier Milei, Nayib Bukele ou Daniel Noboa se présentent comme les seuls capables d'incarner le changement face à des élites accusées d'avoir conduit leur pays dans l'impasse. Cette opposition entre « le peuple » et une « caste » politique constitue l'un des principaux ressorts de leur succès. Ils privilégient une communication directe, largement relayée par les réseaux sociaux⁶, qui deviennent dans plusieurs pays la principale source d'information d'une majorité de citoyen·nes.

1. Marco Aquino et Lucinda Elliott, « Peru's Fujimori takes power, extending Latin America's rightward tilt », Reuters, 28 juillet 2026.

2. Reuters, « De La Espriella's win in Colombia cements Latin America's rightward shift », 22 juin 2026.

3. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), Social Panorama of Latin America and the Caribbean 2025: How to Escape the Trap of High Inequality, Low Social Mobility and Weak Social Cohesion, Nations Unies, mai 2026.

4. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Global Study on Homicide 2023, Nations Unies, 2023.

5. Corporación Latinobarómetro, Informe Latinobarómetro 2024: La democracia resiliente, Santiago du Chili, 2025.

La deuxième est **une conception de l'État à deux vitesses**. Ces mouvements défendent une **libéralisation de l'économie**, à travers la dérégulation, la réduction des dépenses publiques et du rôle de l'État dans les politiques économiques et sociales. À l'inverse, ils revendiquent un État fort en matière de sécurité, de justice et de contrôle social, avec un renforcement des forces de sécurité et des pouvoirs de l'exécutif. Cette orientation s'accompagne souvent d'un rapprochement avec les États-Unis, présenté comme un partenaire privilégié sur les plans économique et sécuritaire. La lutte contre le crime organisé devient ainsi un axe central de leur discours, parfois au détriment des contre-pouvoirs institutionnels.

Comme nous l'analyserons dans l'article suivant, **les enjeux culturels⁷ occupent une place croissante**. Les questions de genre, les droits LGBTQIA+ ou encore l'avortement deviennent des marqueurs politiques majeurs. Ces nouvelles droites s'y opposent au nom de la défense des « valeurs traditionnelles », souvent associées à la religion, à la famille ou à l'identité nationale, et présentent ces revendications comme le symbole d'une élite progressiste déconnectée des préoccupations de la population. Les réseaux sociaux amplifient cette stratégie de polarisation en diffusant rapidement ces récits et en contournant les médias traditionnels.

Ces mouvements proposent ainsi une nouvelle manière de faire de la politique, fondée sur la personnalisation du pouvoir, **la promesse d'autorité et la polarisation des débats publics**.

Des réponses suffisantes face aux défis de la région ?

L'essor des nouvelles droites latino-américaines témoigne de leur capacité à capter des frustrations bien réelles. S'il est encore trop tôt pour mesurer pleinement les effets de leurs politiques, une question demeure : **les réponses proposées permettent-elles de s'attaquer aux causes profondes des crises qui ont favorisé leur émergence ?** Les premières expériences de gouvernement, ainsi que les programmes défendus par ces nouvelles droites, permettent déjà d'esquisser plusieurs pistes de réflexion.

En matière de sécurité, plusieurs gouvernements ont obtenu des résultats visibles à court terme grâce à un recours accru à la répression et au renforcement du pouvoir exécutif. Toutefois, **de nombreux travaux soulignent que ces politiques ne suffisent pas à traiter les facteurs structurels de la violence⁸**, tels que les inégalités, la pauvreté ou la faiblesse des institutions. De même, les orientations économiques privilégiant une réduction du rôle de l'État interrogent dans une région où les inégalités demeurent parmi les plus fortes au monde. Enfin, la recherche d'une plus grande efficacité de l'action publique peut parfois s'accompagner **d'un affaiblissement des contre-pouvoirs démocratiques et de la protection des droits fondamentaux⁹**.

À ces limites s'ajoute un défi politique.

Dans plusieurs pays, ces nouveaux dirigeant-es sont élu-es sans disposer d'une majorité parlementaire solide. Leur capacité à mettre en œuvre leur programme dépend donc d'alliances parfois fragiles, susceptibles d'entretenir les blocages institutionnels qu'ils et elles dénoncent.

Le principal défi dépasse ainsi la seule progression des nouvelles droites. Il réside dans **la capacité des États à répondre durablement aux crises économiques, sociales, sécuritaires et institutionnelles** qui alimentent la défiance des citoyen·nes.

L'essor des nouvelles droites en Amérique latine ne constitue ni un phénomène isolé, ni une simple alternance politique. Il révèle **les profondes transformations que traversent les sociétés latino-américaines** et les difficultés des institutions démocratiques à répondre aux attentes de leurs citoyen·nes. Si ces mouvements rencontrent un écho croissant, **leur capacité à apporter des réponses durables aux causes structurelles des crises reste encore à démontrer**.

La progression des nouvelles droites rappelle que **la défense de la démocratie ne peut se limiter à la protection de l'État de droit**. Elle suppose aussi de lutter contre les inégalités, de restaurer la confiance dans l'action publique, de renforcer la participation citoyenne et de soutenir **une société civile libre et indépendante**.

Thomas Aubineau

6. Christophe Ventura, « En Colombie et au Pérou, la victoire des droites et ses limites », IRIS, 8 juillet 2026.

7. Lindsay Mayka et Amy Erica Smith, « Introduction: The Grassroots Right in Latin America: Patterns, Causes, and Consequences », *Latin American Politics and Society*, vol. 63, no 3, 2021.

8. Beatriz Abizanda, Joan Serra Hoffman, Lina Marmolejo et Suzanne Duryea, *Citizen Security: Conceptual Framework and Empirical Evidence*, Banque interaméricaine de développement, septembre 2012.

9. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Democracies Under Pressure: Reimagining the Futures of Democracy and Development in Latin America and the Caribbean*, Democracy and Development Report 2026.

Les nouvelles stratégies des droites pour conquérir l'Amérique latine



En Amérique latine, les nouvelles droites ne se contentent plus de promettre davantage d'ordre ou de sécurité. Elles mènent également une bataille culturelle autour de la famille, du genre et de l'identité nationale, amplifiée par la puissance des réseaux sociaux et des influenceur-euses conservateur-rices.

L'élection d'Abelardo de la Espriella à la présidence de la Colombie le 21 juin 2026 ainsi que celle de Keiko Fujimori au Pérou le 3 juillet marquent une progression incontestable des droites radicales en Amérique latine. Les deux président-es élu-es partagent une vision néolibérale combinant un État plus répressif en matière de sécurité, une réduction de l'intervention publique dans l'économie et des positions conservatrices sur les questions de société, notamment l'avortement et le mariage des personnes du même genre. Bien que leurs trajectoires diffèrent, ces victoires s'inscrivent dans une dynamique régionale plus large qui voit plusieurs figures de droite radicale accéder au pouvoir ou renforcer leur influence sur le continent.

Alors que plusieurs facteurs créent un terrain favorable à ces nouvelles forces politiques, des difficultés économiques au rejet des élites traditionnelles, nous

voyons également une autre dynamique apparaître. Ces droites radicales fondent leur discours sur l'importance des valeurs traditionnelles. Des discours qui sont ensuite amplifiés par les réseaux sociaux, ainsi que par des influenceurs masculinistes très populaires. **Les mouvements de droite radicale construisent ainsi un récit politique centré sur l'ordre, la famille traditionnelle et la désignation de nouveaux-elles ennemi-es.** Elles n'hésitent pas à s'appuyer sur les héritages autoritaires dans plusieurs sociétés latino-américaines, et le pouvoir émotionnel et fédérateur des réseaux sociaux.

Mais comment les héritages autoritaires, la puissance des réseaux sociaux et l'essor du masculinisme permettent-ils aux droites radicales d'imposer un récit politique mobilisateur fondé sur l'ordre, les valeurs traditionnelles et la désignation de nouveaux-elles ennemi-es sur le continent ?

Un terrain déjà préparé par les héritages autoritaires

Le continent latino-américain a connu une transition démocratique engagée à partir des années 1980, qui a mis fin aux dictatures militaires. Elle n'a, cependant,

pas effacé les représentations héritées de cette période. Dans plusieurs pays, l'armée continue de bénéficier d'une forte légitimité, tandis que l'autorité est souvent associée à la stabilité et à l'efficacité. Un argumentaire qui se retrouve fortement dans les positions des président-es entrant-es en Colombie et au Pérou.

Nous voyons également des populations en détresse, qui considèrent leurs gouvernements incapables de lutter contre la corruption, la criminalité ou le narcotrafic, et qui se montrent attirées par la promesse d'un retour à l'ordre.

En Colombie, le président élu incarne cette rhétorique du « retour à l'ordre »¹. Se présentant comme « El Tigre », il promet d'écraser les groupes armés et les narcotrafiquants par la force, allant jusqu'à déclarer vouloir les « éliminer comme des cafards » et faire abattre sur eux « la colère de Dieu ».

De même, Jair Bolsonaro au Brésil a régulièrement revendiqué son admiration pour la dictature militaire, tandis que José Antonio Kast assume une partie de l'héritage politique de Pinochet² au Chili.

1. Astrid Suárez, « Pro-Trump candidate takes spotlight in Colombia's presidential race », Associated Press, 1er juin 2026.

2. RFI, « Jair Bolsonaro et la nostalgie de la dictature militaire », 1er août 2019.



Cette approche illustre l'attirance croissante de certain-es électeur-rices pour des réponses sécuritaires radicales face à la violence et au crime organisé.

Une nouvelle bataille culturelle : entre religion, famille et masculinisme

À cet héritage autoritaire s'ajoute une transformation plus récente. **Les nouvelles droites ne limitent plus leurs discours aux questions économiques ou sécuritaires mais proposent une vision idéologique globale de la société**, fondée sur la défense des normes culturelles et morales présentées comme menacées.

Les menaces ne sont plus seulement le crime et la corruption. Désormais, elles désignent également comme menaces le féminisme, les droits des personnes LGBTQIA+, le multiculturalisme, ou encore l'immigration.

Ces nouvelles menaces seraient susceptibles de porter atteinte à la famille traditionnelle, à la religion et à la nation. Des piliers d'un récit politique présenté comme une réponse au déclin moral des sociétés latino-américaines. Ces visions sont très régulièrement portées par les églises évangéliques qui, dans plusieurs pays, disposent également de partis politiques, de médias, d'élu-es et d'un fort ancrage territorial. Les églises participent à des actions sociales dans des quartiers où l'État est peu présent, assurent des services sociaux, viennent en aide aux familles et renforcent par ce biais leur légitimité auprès des populations. Leurs prises de position contre l'avortement, le mariage des personnes du même sexe ou les théories du genre s'alignent parfaitement avec les priorités des droites radicales.³

Le mouvement **Ni Una Menos** naît en Argentine en 2015 à la suite du féminicide de Chiara Paez, une adolescente de 14 ans. Le mouvement dénonce les violences faites aux femmes, les féminicides et l'impunité dont bénéficient leurs auteurs. Il rassemble rapidement des milliers de personnes dans les rues argentines avant de s'étendre à l'ensemble de l'Amérique latine.

En parallèle, nous observons une montée du masculinisme. D'abord cantonnés à des cercles restreints sur internet et à des forums cachés, les discours antiféministes qui les caractérisent inondent désormais les réseaux sociaux. Des influenceur-euses à portée internationale, tel-les qu'Andrew Tate, contribuent à populariser ces idées. Des idées qui font écho en Amérique latine, notamment en réaction aux mobilisations féministes de ces dernières années.

Nous avons vu, par exemple, l'arrivée de Javier Milei en Argentine après plusieurs années de mobilisations féministes d'envergure comme **Ni Una Menos**, provoquant un puissant mouvement de réaction contre les politiques d'égalité. Plusieurs responsables politiques utilisent cette rhétorique opposant les « vraies valeurs » aux politiques d'égalité femmes-hommes, et le féminisme devient un « déclin culturel ».

Lors de son discours au Forum économique mondial de Davos en 2024, Milei affirme ainsi que la gauche aurait remplacé la lutte des classes par des conflits sociaux, dont le premier serait la « lutte ridicule entre l'homme et la femme ». Selon lui, l'agenda du féminisme radical aurait pour objectif de freiner le développement économique. Un discours contribuant fortement à délégitimer les politiques d'égalité.

Les réseaux sociaux comme outils émotionnels de ces nouvelles droites

Pour englober l'ensemble de ces dynamiques, nous voyons l'essor et la place accrue des réseaux sociaux dans nos vies. Les plateformes comme TikTok, WhatsApp, Facebook et X se positionnent comme des espaces de sociabilité, mais récompensent des contenus qui provoquent des réactions fortes. Plus les contenus suscitent colère, peur, indignation ou nostalgie, plus ils seront mis en avant. De cette manière, leurs algorithmes **favorisent la diffusion de messages simples, émotionnels, et souvent polarisants.**

Ils ont joué, et continuent de jouer, un rôle décisif dans la diffusion du récit des masculinistes à travers la circulation de contenus courts, fortement émotionnels et facilement viraux. Ils créent un environnement propice à la polarisation, ainsi qu'à la circulation de la

désinformation, des théories du complot et des récits simplifiés. Progressivement, une émotion collective se crée, et les utilisateur-rices ressentent un sentiment fort d'appartenance à un même clan, politique ou sociétal.

À travers ces raccourcis, le féminisme devient la cause du déclin de la société ainsi que du bien-être des hommes, et le progressisme devient le principal ennemi de la nation.

Pour conclure, la progression des droites radicales en Amérique latine semble s'expliquer par la rencontre entre des héritages historiques, de profondes transformations sociales et une nouvelle maîtrise des outils numériques. **Le mélange entre la nostalgie de l'autorité, la défense des valeurs traditionnelles et les stratégies de communication fondées sur les émotions fortes, a permis à ces mouvements d'imposer un récit efficace et mobilisateur.**

Face à cette évolution, la réponse ne peut pas se limiter aux réflexes traditionnels de campagnes électorales. Elle passera par le renforcement de l'éducation aux médias, la lutte contre la désinformation, le soutien à un journalisme indépendant, mais aussi par un travail de mémoire sur les expériences autoritaires du continent.

Comprendre ce nouveau paradigme et cette offensive culturelle est essentiel à la préservation du débat démocratique.

Ces dynamiques s'observent en Amérique latine, mais font également écho en Europe et en Belgique. La montée des discours anti-féministes, la diffusion de contenus masculinistes sur les réseaux sociaux ou encore la polarisation autour des questions migratoires et identitaires sont également des phénomènes observés dans plusieurs pays européens. **Comprendre les mécanismes à l'œuvre en Amérique latine permet donc également de mieux appréhender certaines évolutions qui traversent nos propres démocraties.**

Emma Traoret

3. Marcos Carbonelli, « Los evangélicos en la escena política latinoamericana », Nueva Sociedad, no 317, mai-juin 2025

4. Javier Milei, « Special Address by Javier Milei, President of Argentina », Forum économique mondial, Davos, 17 janvier 2024.



Ce qui reste après le vote

En Amérique latine, les élections révèlent plus qu'un résultat : elles exposent une démocratie intermittente, des peurs captées par les droites et des résistances qui réinventent la paix et la démocratie depuis les territoires.



Un jour d'élections

Pour comprendre ce que signifie voter en Amérique latine, l'analyse électorale ne suffit pas. Il faut partir des lieux où le vote se vit concrètement : les villages, les écoles transformées en bureaux de vote, les marchés improvisés, les façades couvertes de propagande. C'est depuis un village du nord de l'Équateur que s'ouvre cette réflexion, pour interroger ce que les élections révèlent des rapports entre démocratie, territoires et marges.

Dès le matin, le village change de rythme. Des familles arrivent depuis d'autres communautés, à pied, en bus, à moto ou à l'arrière d'un pick-up. Autour du lieu de vote, les commerces ouvrent plus tôt. Des femmes installent des tables, des marmites, des boissons, des assiettes préparées rapidement. Les odeurs de nourriture, de poussière et de pluie se mêlent à l'attente électorale.

Cette effervescence reste pourtant encadrée. En Équateur, les élections s'accompagnent d'une « *ley seca* », une interdiction temporaire de vendre et de consommer de l'alcool. Le vote apparaît ainsi comme un moment de rencontre collective, mais aussi de contrôle public.

Ce jour-là, les villages deviennent des lieux de circulation. On vient accomplir une obligation citoyenne, mais aussi revoir des personnes croisées trop rarement. On se salue, on commente les candidat-es, les routes, les prix, l'insécurité, le travail, les départs vers la ville ou l'étranger. La démocratie n'apparaît pas seulement comme un bulletin glissé dans une urne : elle prend place dans les corps, les conversations, les repas, les files d'attente et les usages temporaires de l'espace public.

Mais cette scène n'est pas seulement communautaire. Les campagnes électorales laissent des traces visibles : affiches sur les façades, t-shirts, sacs, calendriers, parfois colis alimentaires. Les partis, peu présents pendant des mois, arrivent soudainement avec leurs couleurs et leurs slogans. Après l'élection, les candidat-es repartent, mais les objets restent. Ces traces disent quelque chose d'une démocratie intermittente : intense lorsqu'il faut obtenir des voix, plus fragile lorsqu'il faut garantir des droits.

Le jour du vote rend aussi visible l'État sous une autre forme : la police, l'armée, le contrôle. Cette présence peut rassurer,

mais elle rappelle aussi des rapports ambivalents à l'ordre et à la justice. Cette ambivalence est d'autant plus complexe que les métiers policiers et militaires sont parfois occupés par des personnes issues des classes populaires, indigènes, afrodescendantes ou rurales, pour qui l'uniforme représente l'un des rares chemins d'emploi stable.

Partir d'un village un jour d'élections ne signifie donc pas raconter une anecdote locale. Cela permet de déplacer la manière de produire du savoir politique. Le vote n'y apparaît pas seulement comme un indicateur démocratique, mais comme un événement social total : il engage l'économie informelle, les rapports de genre, les mémoires collectives, les promesses partisans, la présence de l'État et les formes de vie communautaire.

Une démocratie ne se mesure pas seulement au jour de l'élection, mais à ce qui reste lorsque les candidat-es sont reparti-es.

Quand la peur devient un programme

Cette scène électorale doit être replacée dans un contexte plus large. Depuis quelques années, l'Équateur traverse une transformation brutale de son paysage social et politique. Longtemps présenté comme relativement stable, il est devenu l'un des lieux les plus visibles de la crise sécuritaire latino-américaine. Selon l'Observatorio Ecuatoriano de Crimen Organizado, le pays a enregistré 8004 morts violentes en 2023, soit un taux de 47,25 homicides pour 100 000 habitants.¹ En 2025, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime relevait encore 4619 homicides intentionnels entre janvier et juin, contre 3149 sur la même période en 2024.²

Dans ce contexte, la sécurité devient une demande sociale réelle. Il serait dangereux de la mépriser. Les familles qui vivent dans les quartiers populaires, les zones portuaires, les territoires frontaliers ou les villes marquées par les extorsions parlent de la possibilité de rentrer chez elles, d'envoyer les enfants à l'école, de travailler sans menace, de ne pas être

prise-s entre les gangs, la police, l'armée ou des économies illégales.

C'est précisément parce que cette peur est réelle qu'elle devient politiquement disputée. Les droites autoritaires la traduisent en demande d'ordre, de militarisation, de prisons et d'obéissance. Elles promettent une solution immédiate à des problèmes produits par des décennies d'inégalités, de colonialité, de corruption, d'abandon social, de circulation transnationale des drogues, de politiques migratoires insuffisantes et de dépendances économiques mondiales.

Le cas de Daniel Noboa illustre ce déplacement. Président conservateur, millionnaire et issu d'une des familles les plus puissantes du pays, il a construit sa légitimité sur la guerre contre les gangs et la promesse d'efficacité. Son profil rejoint d'autres figures régionales, comme Milei en Argentine, Kast au Chili ou Espriella en Colombie : des hommes proches des élites économiques, mais capables de se présenter comme des ruptures avec le système et comme des « chefs forts ».

Il ne s'agit pas seulement d'une « crise de la gauche », mais d'une recomposition active des droites. Comme le souligne Sonia Corrêa³, leur force ne vient pas toujours d'un soutien majoritaire massif : elle repose aussi sur un champ organisé qui dispute les imaginaires et les mentalités. Cette recomposition s'appuie sur une infrastructure épistémique, juridique, médiatique, religieuse et numérique qui redéfinit les droits, la liberté, la démocratie et la dignité. Les peurs sociales sont ainsi captées, puis retournées contre les féministes, les migrant-es, les pauvres ou les peuples mobilisés.

Cette recomposition produit aussi des figures d'autorité capables d'incarner l'ordre, la rupture et la protection. Arturo Escobar⁴ aide à inscrire cette séduction dans une histoire longue où nos sociétés ont appris à valoriser la domination, la compétition et le contrôle. En évoquant les « hiperpatriarcas » contemporains, il montre comment certaines figures construisent leur autorité autour de la force et de la promesse d'ordre.

1. Observatorio Ecuatoriano de Crimen Organizado, *Boletín anual de homicidios intencionales en Ecuador. Enero-diciembre de 2023*, Pan American Development Foundation, avril 2024.

2. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Research Brief on Transnational Organized Crime*, 2026.

3. Sonia Corrêa, entretien avec Vanina Escalles, « No son antiderechos: disputan la definición misma de los derechos », *LatFem*, 9 juin 2026

C'est pourquoi la question du genre est centrale. Les figures autoritaires se présentent comme des hommes capables de décider, punir, trancher, simplifier. L'antiféminisme devient alors une contre-offensive politique. Verónica Gago⁵ rappelle que les féminismes sont devenus des ennemis pour les nouvelles droites parce qu'ils ont déplacé les rapports de pouvoir et relié les violences de genre aux violences économiques, raciales, territoriales et institutionnelles. Avec Sonia Corrêa⁶ on peut aussi comprendre que ces forces ne sont pas seulement « anti-droits » : elles disputent la définition même des droits, de la démocratie, de la loi et de la liberté. Comme décrit dans l'article précédent, cette bataille ne se joue pas seulement dans les institutions ou les campagnes électorales. Elle circule aussi dans les réseaux sociaux, les discours religieux conservateurs, les imaginaires masculinistes et certains héritages autoritaires, où la famille traditionnelle, l'ordre moral et la virilité politique sont présentés comme des réponses à la crise.

Or la promesse d'ordre a un coût. En Équateur, l'affaire des quatre enfants afro-équatorien-nes de Las Malvinas, disparu-es après avoir été appréhendé-es par des militaires en décembre 2024, rappelle que la militarisation ne frappe pas tous les corps de la même manière. Les enfants noir-es, pauvres ou issu-es des quartiers populaires deviennent plus facilement suspect-es et exposé-es à la violence d'État.⁷ Cette logique traverse aussi les mobilisations indigènes. En 2025, les protestations contre la suppression du subsidé au diesel ont été confrontées à un important déploiement policier et militaire. Amnesty International a alerté sur l'usage excessif de la force, les détentions arbitraires, la criminalisation de leader-euses sociaux-ales et le climat de répression entourant ces mobilisations.⁸

Depuis l'Europe, ces mobilisations sont rarement entendues pour ce qu'elles

portent; lorsqu'elles apparaissent, c'est surtout à travers le prisme du blocage, du désordre ou de la perturbation économique. Cette réduction de la contestation à une nuisance résonne aussi dans le contexte européen, où Amnesty International documente, dans 21 pays, des restrictions croissantes au droit de manifester. **Les contextes différent, mais la question demeure : jusqu'où une démocratie accepte-t-elle d'être dérangée ?**

Les peuples indigènes et afrodescendants peuvent être célébrés comme patrimoine national tant qu'ils restent folklorisés; ils deviennent suspects lorsqu'ils se présentent comme sujets politiques. Ce que les marges révèlent, c'est aussi une colonialité⁹ politique : une démocratie qui convoque les communautés au vote sans toujours les reconnaître comme productrices de savoirs, de droits et de futurs.

Les peuples indigènes
et afrodescendants
peuvent être célébrés
comme patrimoine
national tant qu'ils
restent folklorisés; ils
deviennent suspects
lorsqu'ils se présentent
comme sujets
politiques.

Résister depuis les territoires

Résister depuis les territoires, ce n'est pas seulement manifester contre un gouvernement. C'est aussi organiser la vie, lorsque l'État se retire, ne garantit pas les droits ou répond par la force. En Équateur et ailleurs en Amérique latine, ces résistances prennent forme dans les assemblées communautaires, les cuisines collectives pendant les grèves, les

radios locales, les collectifs féministes, les familles qui réclament justice pour les victimes de violences d'État, ou les réseaux qui défendent les rivières, les forêts et les terres.

Ces pratiques ne relèvent pas seulement de la survie. Elles produisent des récits, des solidarités et des diagnostics propres sur la sécurité, la justice, la paix et la démocratie. Elles disputent aussi les définitions imposées d'en haut : qu'est-ce qu'une vie digne? Qu'est-ce qu'un territoire protégé? Qu'est-ce qu'une paix qui ne soit pas seulement l'absence de désordre? **Résister, c'est donc aussi reprendre le pouvoir de nommer.**

Depuis l'Europe et notamment depuis la Belgique, l'enjeu n'est pas de parler à la place de ces luttes, mais de refuser leur invisibilisation, de questionner les récits qui réduisent les mobilisations populaires au désordre et de défendre le droit de manifester ici comme là-bas. **Défendre la démocratie suppose alors plus que défendre les urnes. Il faut défendre ce qui reste après le vote : les droits, la mémoire, la justice, l'égalité de genre, la protection des territoires et la capacité des communautés à être entendues.** Depuis les territoires, résister, c'est produire des savoirs, défendre des futurs et refuser que l'ordre prenne la place de la paix.

Mariela Gallegos Cantinus

4. Arturo Escobar, *Sentipensar las transiciones: diálogos sobre el pluriverso y las autonomías*, conversation/vidéo, 2026.

5. Verónica Gago, *La puissance féministe ou le désir de tout changer*, Paris, Éditions Divergences, 2021; « Verónica Gago : l'antiféminisme de l'extrême-droite », FSU50, 29 janvier 2025.

6. Sonia Corrêa, « No son antiderechos », art. cit.

7. Amnesty International, « Ecuador: A year without justice for the four children from Las Malvinas », 9 décembre 2025.

8. Amnesty International, « Ecuador: Alert over repression of protests, independence of the judiciary and enforced disappearances », 8 octobre 2025.

9. Anibal Quijano, « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina », dans Edgardo Lander (dir.), *La colonialidad del saber*, CLACSO, 2000.



Francisco Escolar, l'engagement au quotidien

Porteño de naissance, Francisco Escolar (« Fran » sur les réseaux sociaux) a grandi dans un lycée de la capitale argentine où la politique n'était pas en marge, mais au cœur du quotidien. C'est là, à peine âgé de 13 ans, que s'amorce un engagement qui ne s'est jamais essouffé depuis.

La *Efervescente*, ou penser la politique autrement

En 2019, Francisco et deux camarades fondent La *Efervescente*, une organisation de jeunes qui compte aujourd'hui parmi les plus importantes du secondaire à Buenos Aires. Depuis, celle-ci s'est étendue aux universités, tout en se dotant d'un front culturel, qui sert à la fois de lieu de rassemblement et de source de financement autonome. Une démarche qui répond à une conviction claire exprimée : trouver des moyens de financement qui ne conditionnent pas les décisions futures, afin de pouvoir s'investir dans le péronisme, et militer aux côtés de Leandro Santoro, par choix et non par nécessité matérielle. Pour ses fondateurs et fondatrices, ce projet naît d'une désillusion à l'égard de La Cámpora (organisation historique du kirchnérisme) qu'ils jugent trop attachée à préserver l'héritage politique de Cristina et Néstor Kirchner, et trop éloignée des réalités vécues actuellement par la population. En somme, une volonté de renouer avec l'esprit du kirchnérisme, portée par une logique résolument générationnelle.

En pratique, l'*Efe* rassemble une soixantaine de militant·es « solides », qui s'investissent au quotidien, et jusqu'à 130 personnes en comptant les militant·es « périphériques », plus ponctuel·es. Chaque lycée, chaque faculté et chaque espace culturel constituent ce que l'organisation appelle un « dispositif », animé par un·e ou deux responsables ; l'ensemble étant coordonné par une table des responsables, que Francisco copréside avec un camarade. Au-delà de cette structure interne, l'organisation est aussi présente dans la rue et sur les réseaux sociaux : **organisation de mo-**

bilisations, événements solidaires, ou sensibilisation à divers enjeux, dont les politiques de Milei et le définancement de l'éducation qu'elles entraînent.

Militer, une boussole plutôt qu'un horizon

Pour Francisco, la question du sens précède toujours celle du résultat. Selon lui, le militantisme ne se mesure pas au résultat concret d'une action, mais à un mode de vie : « *notre terrain de militantisme, ce sont les 70, 80 ans de vie qu'a une personne* ». **Ce qui l'anime, ce n'est pas la poursuite d'un idéal lointain, mais la conviction que chaque jour vécu peut déjà valoir la peine ;** c'est une vision qu'il oppose directement au discours du gouvernement Milei, celui du sacrifice présent au nom d'un avenir meilleur, « *un discours qui témoigne de très peu d'amour pour la vie* », affirme-t-il.

Sur le plan personnel, Francisco décrit un engagement qui occupe une place centrale dans sa vie, sans pour autant l'envahir entièrement. Depuis ses 13 ans, il n'a jamais douté ni de ses études, ni de sa voie. La politique, confie-t-il, occupe ses pensées en permanence, « *je me lève en y pensant, je me douche en y pensant* », sans effacer pour autant le reste de son existence. Mais au bout du compte, une seule certitude demeure : « *je ne m'imaginais pas ce que je suis sans la politique* ».

Ni illusion, ni fatalité générationnelle

Interrogé sur l'utilité réelle du militantisme étudiant face à un gouvernement fort d'une majorité électorale, Francisco répond sans détour : « *le militantisme ne change rien, ce qui change, ce sont les*

élections ». Une affirmation qui, loin de vider son engagement de sens, en précise plutôt la fonction : pour lui, le militantisme est une « *petite boîte où l'on garde et où l'on produit les valeurs* », appelées à devenir des politiques publiques le jour où l'accès au pouvoir le permet.

Cette lucidité, il la présente comme une protection contre la déception : un phénomène qu'il observe souvent, notamment dans le contexte de l'histoire argentine marquée depuis cinquante ou soixante ans par un militantisme très idéalisé, en quête d'utopies. Une histoire qui, selon lui, a généré beaucoup de désillusion face à des projets pourtant concrets et utiles pour la population.

Cette même lucidité se retrouve dans sa manière de penser le rôle de la jeunesse. Il refuse d'emblée l'idée d'une urgence qui lui serait propre. S'il reconnaît à la jeunesse une valeur particulière, il refuse tout autant l'idée d'une responsabilité plus lourde qui pèserait sur elle face à la montée des discours d'extrême droite : « *il est tout aussi important que les jeunes soient politisés-es que les personnes âgées, qui aujourd'hui en Argentine se retrouvent sans médicaments* ».

Francisco reste prudent face à l'avenir : « *je n'ai pas l'espoir qu'il n'y aura plus jamais un gouvernement comme celui de Milei... mais j'ai l'espoir qu'il y aura de bons moments, comme il y en a déjà eu* ». Interrogé sur ses propres raisons de militer, il ne cherche pas de grande explication : « *parce que j'adore ça* ».

Il tient toutefois à nuancer : son propre rythme d'engagement ne doit surtout pas devenir une norme à laquelle se mesurer. **Il regrette d'ailleurs que certains espaces militants deviennent trop fermés sur eux-mêmes, avec leurs implicites et leurs jugements silencieux.** Selon lui, en politique : « *tout le monde n'a pas à être militant-e à temps plein comme moi* ».

Le kirchnérisme est un mouvement politique argentin de centre-gauche majoritairement orienté vers le péronisme, créé en 2003, réunissant les principales idéologies appliquées au cours des gouvernements des présidents Néstor Kirchner, entre 2003 et 2007, et Cristina Fernández de Kirchner, entre 2007 et 2015.

BRÈVES

Conférence au Festi'Valériane 2026

De l'(hyper)consommation à la sobriété : consommer moins, vivre mieux ?

À l'heure où les matières premières se raréfient et où les tensions géopolitiques autour de celles-ci s'intensifient, de plus en plus de voix évoquent la sobriété et les low-tech comme des alternatives à notre modèle de société.

Mais de quoi parle-t-on vraiment ? La sobriété, est-ce simplement « faire des efforts » ? Les « technologies douces » sont-elles un retour en arrière ou un renoncement au « progrès » ?

Cette conférence propose de déconstruire les idées reçues, dépasser les visions moralisantes et réfléchir ensemble à une question essentielle : comment penser la sobriété de manière collective ?

► 11 septembre 2026 | 15h30-17h15

► Festi'Valériane | Libramont



APPEL À VOLONTAIRES Festival Low Tech 2026 à Liège



Disponible les 3 et/ou 4 octobre 2026 ? Envie de sensibiliser le public aux liens entre ressources naturelles, conflits, justice sociale et environnement ?

Viens nous aider à animer notre stand au Festival Low Tech à Liège !

Nous t'offrons :

- un accès gratuit au festival le jour de ta participation ;
- un défraiement des trajets et des repas ;
- une courte formation de 1h30 avant l'événement.

► 3 et 4 octobre 2026

► Musée des Transports en commun | Liège

INFORMATIONS & INSCRIPTIONS

Pour les deux journées :
martin.rutsaert@justicepaix.be



Justice & Paix

INFORMATIONS & INSCRIPTIONS

graziella.fourez@justicepaix.be

JOURNÉE D'ÉTUDE | Domination, Extraction, Émancipation À quoi pourrait ressembler un droit international décolonial ?

Le droit international est souvent présenté comme un garant de la paix, de la justice et de la coopération entre les peuples. Pourtant, il s'est aussi construit dans un contexte marqué par la colonisation, l'extraction des ressources et des rapports de domination qui continuent de façonner le monde actuel.

Cette journée d'étude invite à interroger ces héritages et à réfléchir collectivement aux conditions d'un droit international plus juste, décolonial et émancipateur.

Chercheur·euses, praticien·nes et militant·es croiseront leurs regards autour des enjeux de justice internationale, de décolonisation, de droits humains et de justice climatique.

- 12 octobre 2026 | 13h00-18h00, suivi d'un drink
- ULB, Avenue Franklin Roosevelt 50, 1050 Bruxelles

ABONNEMENT DE SOUTIEN AU "POUR PARLER DE PAIX"

À PARTIR DE 15 €
À VERSER SUR LE COMPTE
BE30 0682 3529 1311
Communication: DON PPPX

DONS

**Soutien financier : déductible
fiscalement à partir de 40€ par an.**



À verser au compte BE30 0682 3529 1311
avec la mention "DON".

Pour tout renseignement à propos d'un don ou
d'un legs, merci de bien vouloir prendre contact :
Tél. +32 (0)2 896 95 00
samia.mhaoud@justicepaix.be

CONTACTS

Alda Greoli, *présidente*

Quentin Hayois, *secrétaire général*

Samia Mhaoud, Patrick Balemba, Martin Dieu, Alejandra Mejia,
Graziella Fourez, Clara Gobbe, Laure Didier,
Anisoara Tulvan, Astrid N'Singa, Martin Rutsaert, Louise Lesoil
et Oussama Boufrakech, *permanent-es*

Volontaires ayant collaboré à ce numéro :

Giacomo Finzi, Thomas Aubineau, Emma Traoret, Lisa Kenda,
Marianela Gallegos Cantinus.

Design : www.acg-bxl.be

Dessin : <http://lucilevanlaecken.com/>

N'hésitez pas à nous contacter !

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
C chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@justicepaix.be
facebook.com/justicepaix
[@justiceetpaix.bsky.social](https://www.instagram.com/justiceetpaix.bsky.social)

www.justicepaix.be

